

## ÉCONOMIE

# Le Pakistan exploite le pavot afghan



Depuis qu'il est placé sous contrôle des forces de stabilisation de l'OTAN, l'Afghanistan est devenu le premier producteur mondial de pavot à opium. Cette marchandise est raffinée dans les laboratoires des services secrets pakistanais et fournit l'essentiel du Produit national brut de l'Afghanistan et du Pakistan, devenus tous deux des narco-États. Loin de profiter aux populations, cette manne est utilisée à l'achat d'armement états-unien en prévision de l'attaque de l'Iran.

page 2

## Vatican : derniers « hommages » avant sacre

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Josef Ratzinger a été élu pape. Avant même cette décision, le père Adolf Holl affirmait que l'élection est bien préparée et que les papabile sont soigneusement sélectionnés. De son côté, tout à sa peine, Lech Walesa rend une dernière foi grâce à Dieu d'avoir donné un pape à la Pologne. Plus provocateur et talentueux, Joseph Samaha compare l'action de Karol Wojtyła durant la Guerre froide à celle... d'Oussama Ben Laden.

page 6

## REPÈRE : 18 AVRIL 1983

### Beyrouth, guerres secrètes entre la CIA et les Chiïtes

Suite à l'invasion israélienne du Liban et les massacres de Sabra et Chatila, l'ONU a envoyé une force d'interposition à Beyrouth comprenant les USA, la France et l'Italie. Les factions musulmanes reprochent aux États-Unis d'armer et de soutenir militairement les forces chrétiennes, qui se battent dans le Chouf contre les Druzes et les Chiïtes. Ronald Reagan a par ailleurs envoyé à Beyrouth, comme directeur de la CIA, William Buckley, ancien responsable du programme clandestin d'escadrons de la mort « Phénix » au Viêt-Nam. Le 18 avril 1983, une camionnette chargée de 2 tonnes d'explosifs saute devant l'ambassade US, faisant s'effondrer l'immeuble et tuant 63 personnes, dont la totalité du bureau local de la CIA. Buckley, qui a réchappé à l'attentat, sera kidnappé et assassiné par le Jihad islamique un an plus tard. En riposte, la CIA tentera d'assassiner, sans succès, via un attentat à la voiture piégée le 8 mars 1985, le leader Chiïte Ayatollah Mohammed Hussein Fadlallah. La bombe fera 80 morts et 175 blessés graves. ■



## LE MYTHE DE LA « CELLULE LONDONIENNE DE LA RICINE » TOMBE À SON TOUR

Le ministre de l'intérieur britannique déclarait en janvier 2003, à propos du « cercle de la ricine lié à Al Qaïda » qui venait d'être démantelé au nord de Londres : « Al Qaïda et son réseau international s'avèrent être, ainsi que la justice le démontrera dans les mois à venir, littéralement à notre porte et menaçant nos vies ». Sur renseignement des services algériens, la police venait d'arrêter plusieurs hommes, dont l'un tua un policier, dans un appartement du quartier de Wood Green et d'y découvrir un « laboratoire à poison » comprenant notamment des recettes de ricine (une substance mortelle), de faux papiers et des CD de fabrication de bombes. Le 5 février 2003, Colin Powell fit précisément référence à ce raid en expliquant au Conseil de sécurité de l'ONU (photo) qu'al-Zarqawi avait dépêché neuf de ses subordonnés d'Al Qaïda depuis son « camp à poison » irakien pour semer la terreur en Europe.

Comme dans les cas précédents, cette terrible trame s'est depuis lors défaite, d'abord quand les experts reconnurent qu'il ne s'agissait pas de ricine, pour que le verdict sur la « cellule de la ricine » soit finalement rendu, samedi 16 avril 2005 : le manuel de jihad venait de l'Afghanistan du début des années 80 (CIA), la recette de ricine copiée littéralement depuis un livre états-unien de Maxwell Hutchkinson (1988) appelé « le manuel de l'empoisonneur », et le tueur de policier, un illuminé isolé. ■

## Économie

# Le Pakistan exploite le pavot afghan

**Depuis qu'il est placé sous contrôle des forces de stabilisation de l'OTAN, l'Afghanistan est devenu le premier producteur mondial de pavot à opium. Cette marchandise est raffinée dans les laboratoires des services secrets pakistanais et fournit l'essentiel du Produit national brut de l'Afghanistan et du Pakistan, devenus tous deux des narco-États. Loin de profiter aux populations, cette manne est utilisée à l'achat d'armement états-unien en prévision de l'attaque de l'Iran.**



Soldat pakistanais surveillant la destruction de paille de pavot

Immédiatement après l'attaque de l'Afghanistan par les États-Unis et le renversement de l'émirat auto-proclamé des talibans, le président George W. Bush envoya un émissaire spécial évaluer la situation. Dans son rapport, James Dobbins indiqua : « *Les drogues sont la principale source d'argent pour financer la reconstruction, dépassant largement les aides internationales cumulées* ». Cette observation ne s'est pas démentie. En trois ans, la production d'opium s'est développée en flèche. Elle s'étend aujourd'hui sur 130 000 hectares et représente 87 % de la production mondiale. Dans ce pays dévasté, il n'y a en fait pas d'autre sources de richesse, hormis les aides internationales, observe le professeur Barnett Rubin de la New York University [1].

Ce phénomène est unanimement déploré par les dirigeants internationaux. Il est pourtant impossible qu'il ait pris une telle ampleur sans l'approbation, au moins tacite, des nouveaux maîtres du pays, c'est-à-dire de l'armée des États-Unis et de l'OTAN. Cette collusion est désormais un secret de polichinelle, même si aucun responsable politique n'ose l'aborder en public. Une exception toutefois : le ministre de la défense français, Michèle Alliot-Marie, n'a pas hésité à exprimer son irritation dans les colonnes du *Washington Post*. Elle y regrettait que les GI's ne se sentent pas concernées par ce trafic qui approvisionne le seul marché européen et le laissent se dérouler sous leurs yeux, alors même qu'ils demandaient l'aide militaire des Européens pour stabiliser le pays [2].

Pour comprendre ce que cache cette vaste tartufferie, un retour en arrière et quelques explications techniques sont nécessaires.

Pour représenter une valeur marchande, la gomme du pavot doit être raffinée, puis distribuée sur un marché solvable. La culture ne se développe donc qu'une fois adossée à des laboratoires locaux et à des réseaux internationaux. Contrairement au raffinage de la cocaïne, celui de l'héroïne nécessite une logistique importante, donc une organisation centralisée éloignée des cultivateurs. Une telle structure de production ne peut exister à l'insu du pouvoir politique.

Ainsi, la culture spéculative du pavot est apparue en marge de la guerre civile à la suite d'une décision politique. Le patron des services secrets français, Alexandre de Marenches, s'est vanté d'avoir imaginé le financement de la lutte des moudjahidines contre les Soviétiques par la production de drogues et de l'avoir conseillé à son homologue états-unien. Quoi qu'il en soit, la culture s'est développée dans les années 80 au nord, le long de la frontière afghano-pakistanaise et le raffinage souvent au Pakistan même, sous le contrôle de l'ISI (services secrets militaires). Faisant subir aux Soviétiques ce qu'ils avaient enduré au Vietnam, les États-Uniens renvoyaient l'héroïne en Afghanistan pour la faire consommer par les soldats soviétiques et démoraliser leur armée.

Loin de prendre fin au retrait des troupes soviétiques, la guerre civile devint dans les années 90 une guerre de tous contre tous. Des chefs de guerre, regroupant des bandes armées ethniques, se livrèrent bataille au gré d'alliances éphémères, chacun d'entre eux finançant ses propres troupes en organisant la culture du pavot dans la zone de territoire qu'il contrôlait ; l'ISI pakistanaise conservant une autorité au-dessus de la mêlée grâce au monopole du raffinage. Les États-Uniens, qui continuaient à surveiller la distribution, veillèrent à en faire écouler une grande partie en Iran pour saper la société révolutionnaire islamique.

En 1992, Washington tenta de mettre fin à la guerre civile afghane, qu'il avait provoquée, en asséchant son financement, donc en fermant les raffineries pakistanaises. La Maison-Blanche dépêcha d'importantes équipes de la DEA (Drug Enforcement Administration) à Islamabad, mais il était trop tard. Les efforts du général Asif Nawaz se révélèrent infructueux : l'économie pakistanaise elle-même était devenue dépendante des drogues.

Dans la période précédant l'attaque de l'Afghanistan par les États-Unis, la majeure partie du territoire afghan était gouvernée par la confrérie des talibans, soutenue à bout de bras par l'ISI. La secte s'était constituée unilatéralement en émirat et se finançait exclusivement par la culture du pavot. Les talibans et leur hôte, Oussama Ben Laden, imaginèrent une casuistique selon laquelle l'islam interdirait aux musulmans de consommer des drogues, mais pas d'en produire pour les infidèles. Ils négocièrent à l'ONU avec Pino Arlacchi et avec les États-Unis et acceptèrent de détruire des récoltes contre de substantiels dédommagements, de sorte que, selon les périodes, ils vivaient de l'opium ou de subventions.

Au Nord du pays, le commandant Massoud et son Front islamique [3] agissent identiquement.

Les accords de destruction de récolte passés entre les talibans et l'ONU provoquèrent une grave crise économique pour le système de raffinage de l'ISI pakistanaise. La dissension atteignit rapidement son point de rupture, provoquant un retournement du Pakistan contre les talibans, au moment où les États-Unis entraient eux aussi en conflit avec la confrérie, mais à propos de la construction d'un pipe-line en ce qui les concerne.



C'est aujourd'hui un poncif de la presse occidentale que de prétendre qu'Oussama Ben Laden, ennemi public n°1 des États-Unis, est toujours en vie et se cache dans les zones tribales de la frontière afghano-pakistanaise. Il importe peu de savoir si cette imputation est exacte ou non, on se contentera d'observer que si tel était le cas, l'armée états-unienne devrait être intervenue depuis longtemps pour l'en déloger, le faire prisonnier et le traduire en justice. Pourtant il n'en est rien, tandis que les rapports officiels assurent que cette zone tribale abrite des centres de raffinage. En définitive, on laisse donc entendre que Ben Laden coule de paisibles jours, reconverti en baron de la drogue au Waziristan. Quoi qu'il en soit, avec ou sans Ben Laden, l'ISI pakistanaise conserve le monopole du raffinage et les profits réalisés alimentent les caisses du gouvernement du général Perez Mouscharraf.

De fait, l'économie du Pakistan est extrêmement faible. Les exportations se limitent à des fibres textiles et à des œufs. Pourtant l'État est très riche, au point de pouvoir acheter **des chasseurs-bombardiers aux États-Unis** et **des bâtiments de guerre**. Loin d'exiger des explications du général Mouscharraf, lors de son dernier voyage dans la région, la secrétaire d'État Condoleezza Rice s'est félicitée de vendre des F-16 dernier cri à Islamabad qui n'a aucun autre moyen de les payer que d'exploiter l'opium afghan. Chacun ferme les yeux sur un système auquel il participe, ou a participé, d'autant que l'Iran est devenu la

nouvelle cible, que l'armée pakistanaise sera indispensable pour frapper Téhéran et que les opérations coûteront cher. Il n'est pas inutile de rappeler que l'envoyé spécial du président Bush, **James Dobbins**, dont nous citons en début d'article l'évaluation de la situation, est précisément le président de la Rand Corporation, le lobby du complexe militaro-industriel états-unien.

---

[1] Sur la situation générale, voir « **Afghanistan 2004** », *Voltaire*, 20 janvier 2004.

[2] « **Afghanistan's Drug Boom** », par Michèle Alliot-Marie, *Washington Post*, 6 octobre 2004. Nous avons par ailleurs traité ce texte dans les **Tribunes Libres Internationales du 7 octobre 2004**.

[3] Pour les besoins de la communication globale, le Front islamique sera précipitamment rebaptisé Alliance du Nord avant que Washington ne renverse les talibans.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .



# Vatican : derniers « hommages » avant sacre

## Analyse

Il n'existe plus guère qu'en Corée du Nord et au Vatican que l'on pratique le culte de la personnalité. Le décès du pape Jean-Paul II aura ainsi été l'occasion de scènes de deuil dignes de la mort de Kim Il Sung. Cependant, cette liturgie s'accompagne pour le « Souverain Pontife » d'une rhétorique sulpicienne particulière au catholicisme. Ainsi, dans le *Los Angeles Times*, l'ancien président Lech Walesa rend grâce à Dieu d'avoir donné un pape à la Pologne. Il affirme tout lui devoir et se sentir aujourd'hui orphelin.

Dans ce déluge hagiographique, l'éditorial de Joseph Samaha dans *As Safir* détonne. Avec talent et un certain goût de la provocation, l'intellectuel libanais établit une comparaison entre deux leaders religieux présentés par leurs fidèles comme des « combattants de la liberté » : Jean-Paul II et Oussama Ben Laden. Tous deux avaient le même patron : Ronald Reagan ; et le même adversaire : les Soviétiques. Jean-Paul II les chassa de Pologne et Oussama Ben Laden d'Afghanistan. Pour mener à bien leur mission, les deux hommes s'appuyèrent sur les forces les plus réactionnaires de leur communauté religieuse et luttèrent contre les réformistes.

Poursuivant cette réflexion rafraîchissante, le père Adolf Holl, suspendu *a divinis* par le cardinal Josef Ratzinger (nouvellement élu pape sous le nom de Benoît XVI), rapporte dans *Die Presse* que le conclave est arrangé à l'avance. Comme l'attestent des documents établis par la Curie pour l'élection précédente, les cardinaux sont notés par les nonces apostoliques et les papabile soigneusement sélectionnés. Les palabres sont illusion, l'intervention du Saint-Esprit aussi.

Sergueï Markov, directeur de l'Institut de recherches politiques de Moscou, commente dans *Gazeta SNG* le voyage du nouveau président ukrainien aux

États-Unis. Viktor Yushchenko est d'abord allé remercier celui qui l'a fait roi. Cependant cette entente est fragile. Pour Washington, l'Ukraine est un pion permettant d'affaiblir la Russie, mais Yushchenko hésitera entre satisfaire son protecteur pour rester au pouvoir coûte que coûte et servir ses intérêts nationaux.

De son côté, l'ambassadeur des États-Unis en Russie, Alexander Vershbow, affirme dans le *Moscow Times* que son pays a besoin d'une Russie forte. Il entend apporter ainsi un démenti aux analyses, désormais largement répandues dans la presse russe, selon lesquelles Washington manipule les révolutions colorées pour encercler et affaiblir la Russie. Cependant cette déclaration n'est en rien apaisante : le diplomate poursuit en indiquant ce qu'il entend par « Russie forte » : un pays qui s'ouvre au commerce mondial et accepte de livrer ses hydrocarbures pour le développement des États-Unis.

L'écrivain et homme politique estonien, Jaan Kaplinski, observe, dans le journal finlandais *Turun Sanomat*, que ce qui se passe aujourd'hui en Russie n'est pas un retour au Stalinisme, mais plutôt une modernisation autoritaire comparable à celle conduite par Atatürk en Turquie au début du XXe siècle. Plutôt que de s'en offusquer, on ferait mieux d'aider la Russie à cultiver à la fois son redressement et les libertés civiles.

Dans un entretien accordé à *RIA-Novosti* à la veille de son arrivée à Moscou, le vice-président argentin, Daniel Scioli, souligne les points communs et la complémentarité des deux pays. Tous deux ont connu récemment une grave crise économique et s'en sont relevés. L'Argentine vend à la Russie des produits alimentaires et lui achète des machines agricoles et des engrais. Surtout, la Russie offre une réponse aux besoins énergétiques et un partenariat équitable qui permet à Buenos Aires de se défaire de la tutelle de Washington.

Enfin, le colonel Austin Bay dénonce dans le *Christian Science Monitor* le trucage des élections au Zimbabwe et le maintien au pouvoir de Robert Mugabe. Considérant que les États-Unis ont renoncé, pour le moment, à déclencher une révolution colorée, il appelle de ses vœux un pape noir pour débloquer la situation comme Jean-Paul II le fit pour la Pologne.

**Réseau Voltaire**

## Lech Walesa



Fondateur de Solidarnosc, Lech Walesa est ancien président de Pologne (1990-1995) et Prix Nobel de la Paix 1983.

### « Le pape était-il Polonais ? Oui, grâce à Dieu »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Was the Pope Polish ? Yes, Thank God », par Lech Walesa, *Los Angeles Times*, 17 avril 2005.

Par sa vie, ses mots et ses écrits, le Pape Jean-Paul II a construit les fondations d'une libération qui a frappé la Pologne et continue de se diffuser. Nous vivons aujourd'hui dans une Pologne différente grâce à lui. C'est grâce à lui que je peux m'exprimer.

Dans le bloc communiste, les armées totalitaires et leurs agents combattaient toutes initiatives favorables à la démocratie. Pendant des années, j'avais essayé de regrouper des personnes prêtes à lutter contre le communisme, mais je n'arrivais pas à mobiliser mes concitoyens car ils avaient peur. Tout changea en 1979, quand Jean-Paul II vint dans mon pays. Un Polonais était devenu pape et il revenait dans son pays pour nous dire de ne pas avoir peur. Le monde vit alors une manifestation de foi dans un pays communiste. Le pape restaura la fierté polonaise, il lança un vent de révolte sur l'Europe.

Aujourd'hui, nous sommes orphelin du Saint-Père, il est retourné auprès de Dieu. Il nous a toutefois laissé une foi profonde dans des valeurs que nous continuerons à défendre .

## Joseph Samaha

Joseph Samaha est rédacteur en chef du quotidien arabophone libanais *As Safir*

### « "Deux combattants de la liberté", Jean-Paul et... Ben Laden »

Source : As Safir

Référence : « "Two Freedom Fighters" John Paul &... Ben Laden », par Joseph Samaha, *As Safir*.

Jean-Paul II n'a jamais rencontré Ben Laden, mais les deux hommes ont combattu sur le même front et leur chef était **Ronald Reagan**. Le pape et le cheikh ont équipé le président états-unien en munitions spirituelles contre « L'Empire du Mal ». Le pape catholique joua son rôle au premier plan dans la confrontation Est-Ouest, tandis que Ben Laden menait une guerre de second plan, tout aussi importante.

Le pape réveilla le nationalisme polonais, emprunt de catholicisme et étendit son influence dans toutes les régions catholiques du bloc communiste en



Europe. Il ne se limita pas à l'Europe. Il étendit son influence également en Amérique latine où il mena une guerre âpre contre la « théologie de la libération » et contre les Églises impliquées dans les luttes nationales et sociales. Là-bas, il soutint les « Yankees », les grands propriétaires terriens et les dictateurs militaires contre les populations qui ne souhaitaient plus vivre dans des Républiques bananières. Jean-Paul II s'attaqua également aux catholiques les plus libéraux en Europe occidentale. C'est ainsi que l'Église se coupa des jeunes.

De l'autre côté, dans les dernières années brejneviennes, l'URSS eut la stupidité d'envahir l'Afghanistan. On assista alors à la naissance du premier mouvement de libération nationale avec une idéologie islamique. Il se créa avec le soutien des États-Unis qui assista les groupes les plus réactionnaires. Pour eux, les républiques soviétiques musulmanes étaient le talon d'Achille de leur adversaire et elles offraient l'occasion de concevoir un Vietnam à l'envers. Ben Laden fut le symbole de ces groupes et il recruta des milliers de jeunes Arabes pour lutter contre « l'athéisme ». Cela créa également les conditions d'un éclatement de l'alliance entre les mouvements de libération arabe et son allié international. Le pape et Ben Laden contribuaient à la même politique. Gagnant ces batailles, les États-Unis étendirent leur influence dans les pays d'Europe de l'Est mais abandonnèrent l'Afghanistan à son sort. Après la chute de l'URSS, le pape et Ben Laden prirent leur distance avec les États-Unis. Le pape adopta un discours réformiste dans des régions qui bénéficiaient de l'attention de Washington et il perdit de l'influence. Dans le même temps, Ben Laden profita de l'agressivité des États-Unis dans le monde arabo-musulman.

## Adolf Holl



Ancien théologien et prêtre suspendu pour « déviation », Adolf Holl est publiciste et écrivain autrichien.

### « La notation des cardinaux »

Source : Die Presse

Référence : « Die Benotung der Kardinäle », par Adolf Holl, *Die Presse*, 18 avril 2005.

Même les cardinaux sont notés comme à l'école, c'est ce que démontre le document en ma possession. Je l'ai reçu du théologien Ferdinand Klostermann, décédé en 1982. Il s'agit de sept photocopies datées du 28 août 1974, sans entête, ni signature, tapées à la machine en Français. On y parle du prochain conclave, de sa modification et des tendances des cardinaux éligibles. En *nota bene* on trouve : les noms des papes potentiels soulignés. Ensuite vient la liste des 107 conclavistes d'alors.

Les notes sont les suivantes : 1- très fortement attaché à la tradition, 2-attaché à la tradition, 3-relativement ouvert mais respectueux, 4-opportuniste, susceptible de passer d'une tendance à une autre, 5-penche plutôt vers les nouvelles tendances, 6-penche nettement vers les nouvelles tendances. Les noms des cardinaux proches de la limite fatidique des 80 ans qui les exclut du conclave sont mentionnés, c'était alors le cas pour 72 d'entre eux. On comprend mieux les réflexions des diplomates du Vatican sur la nature des probables coalitions dans le prochain conclave. Le choix des tendances 3 et 4 est décisif, s'ils font coalition avec les tendances 1 et 2. La nomination en fait est

préprogrammée : on a besoin des tendances 1 et 2, Karol Wojtila était noté 1. Il n'est pas expliqué dans le document ce que l'on entend par « tradition » ou « nouvelles tendances ». Les 160 nonces papaux ont été formés dans la plus vieille diplomatie d'Europe, ils savent précisément ce dont il est question et ils sont discrets à ce sujet. Les palabres pour l'avenir de l'Église sont une illusion, l'agenda du nouveau capitaine est décidé depuis longtemps.

## Sergueï Markov



Sergueï Markov est directeur de l'institut de recherches politiques à Moscou.

### « Le soutien au gouvernement anti-russe ukrainien est une politique stratégique des États-Unis »

Source : Gazeta SNG

Référence : « ..... », par Sergueï Markov, *Gazeta SNG*, 14 avril 2005.

Les États-Unis considèrent **Yushchenko** comme un partenaire stratégique. Il est devenu leur favori deux ans avant les élections. Sa deuxième visite a confirmé sa totale loyauté envers Washington dont il est prêt à suivre les instructions. Les États-Uniens poursuivent leur politique de consolidation du pluralisme géopolitique. Ils ont peur du rétablissement de la Russie comme grande puissance et comme puissance anti-occidentale. L'une des garanties selon eux est d'empêcher un rapprochement entre la Russie et l'Ukraine. Ils ne sont pas intéressés par un conflit sérieux entre nos deux pays, mais par des tensions dans nos relations. Les raisons pour lesquelles les États-Unis vont promouvoir l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN seront tout d'abord le besoin d'envoyer des soldats ukrainiens dans les points chauds, ensuite la volonté de faire acheter par les Ukrainiens de l'armement états-unien. Ils ont aussi besoin de l'Ukraine pour renforcer leur domination au sein de l'OTAN, l'Ukraine sera un État vassal des États-Unis. Avec de tels partenaires, les États-Uniens pourront gêner les Européens dans leur volonté d'indépendance en matière d'armement et de politique étrangère. L'Ukraine dans l'OTAN, c'est un plan états-uno-polonais pour contenir la France et l'Allemagne.

Je pense que les investissements états-unien en Ukraine vont augmenter sans pour autant être très importants. Cela est dû à l'importante diaspora ukraino-polonaise et à sa bienveillance pour Yushchenko. Le climat économique n'est pas très bon, la corruption est forte, le système judiciaire n'est pas très performant et on s'apprête à l'utiliser pour combattre les opposants politiques. De ce soutien financier dépend la volonté de Yushchenko de faire de l'Ukraine un « leader régional » et d'être une alternative géopolitique à la Russie. De nombreux politiciens états-unien ou européens veulent se servir de l'Ukraine pour étendre leur influence géopolitique.

La visite du président aux États-Unis était le remboursement d'un crédit accordé à la « révolution orange ». Comment va-t-il rembourser le reste ? C'est difficile à dire. Il y a deux vecteurs dans la politique ukrainienne, une politique pragmatique et patriotique à laquelle s'ajoute la volonté de conserver le pouvoir par n'importe quel moyen. L'un des deux vecteurs va dominer.

## Alexander Vershbow



Ancien membre du National Security Council chargé de l'élargissement de l'OTAN en direction des pays d'Europe de l'Est (1994-1997) puis ambassadeur états-unien à l'OTAN (1998-2001), Alexander Vershbow est ambassadeur en Russie.

## « Le monde a besoin d'une Russie forte »

Source : Moscow Times

Référence : « The World Needs a Strong Russia », par Alexander Vershbow, *Moscow Times*, 11 avril 2005.

Il va sans dire que la dimension économique de la relation russo-états-unienne a un fort potentiel de gains mutuels. L'avenir économique de la Russie va dépendre de ses choix et aujourd'hui elle est à la croisée des chemins : soit elle reste dans un modèle étatique et elle régresse économiquement, soit elle ouvre son économie, elle l'intègre à l'économie mondiale et elle se développe. Nous espérons que la Russie fera le second choix.

Il faut que la Russie rompe avec sa politique protectionniste. Cela permettra de développer la concurrence et l'esprit d'entreprise et bénéficiera à l'économie russe. C'est l'avenir que tous les amis de la Russie et les Russes eux-mêmes veulent construire. L'Amérique veut voir une Russie forte et démocratique qui soit un modèle pour les autres pays de la région. Il faut développer une relation gagnant-gagnant, pas un jeu à somme nulle comme certains l'affirment. La Russie doit encore faire des progrès : diminuer la place de sa bureaucratie, réformer les monopoles, construire l'État de droit et combattre la corruption. Les États-Unis soutiennent l'entrée de la Russie dans l'OMC mais pour y parvenir, Moscou devra faire des efforts en combattant le protectionnisme et en protégeant davantage la propriété intellectuelle. La Russie a déjà fait des avancées, mais il reste du travail. Le secteur énergétique est un autre domaine où nous pouvons être tous gagnants. Les compagnies états-uniennes pourraient apporter le capital nécessaire au développement des industries pétrolières et gazières russes. On a récemment assisté à des rapprochements entre les entreprises états-uniennes et russes dans ce domaine, mais les incertitudes autour de Yukos et les actions menées pour réaffirmer le contrôle de l'État sur le secteur énergétique freinent ces avancées.

L'OMC et le secteur énergétiques sont deux exemples du type de réforme nécessaire. L'application arbitraire du droit est la route la plus sûre vers la ruine économique. Les États-Unis ont intérêt à ce que la Russie devienne une vraie puissance économique, pour cela elle doit se réformer.

## Jaan Kaplinski



Fils d'une célèbre danseuse estonienne et d'un père polonais mort ou goulag, Jaan Kaplinski, ancien député estonien (1992-1995), est membre de l'Académie universelle des cultures, présidée par Élie Wiesel. Il a reçu en 1997 le grand prix de littérature de l'Assemblée Baltique, et sa candidature est régulièrement proposée pour le prix Nobel de littérature.

## « La Russie rappelle la Turquie après la Première Guerre mondiale »

Source : Inosmi.ru

Référence : « ..... », par Jaan Kaplinski, *Inosmi.ru*, 5 avril 2005. Ce texte est adapté d'une traduction en russe d'un article paru dans le journal finlandais *Turun Sanomat*.

Que faire de la Russie ? Beaucoup d'articles sont publiés en ce moment, certains auteurs considèrent que la situation actuelle est semblable aux années sanglantes du règne de Staline et d'autres pensent que le gouvernement russe s'efforce, même lentement, d'arriver à normaliser la situation. Ceux qui savent comment était la vie sous Staline n'accepteront jamais cette comparaison avec la Russie de **Vladimir Poutine**. Le Goulag n'existe plus et l'un des adversaires principaux de Poutine, **Khodorkovsky**, a la possibilité d'écrire des articles politiques en prison et de profiter de nombreux soutiens. La vérité sur la guerre en Tchétchénie parvient à ceux qui veulent connaître la réalité des événements. Le problème ne vient pas de l'autoritarisme de Poutine, mais du fait que la société russe dans son ensemble est en crise et ne veut pas revenir sur ses positions actuelles.

Le journaliste du *New-York Times*, Nicholas Kristof, voit en Russie les prémisses d'un développement fasciste du type de l'Espagne franquiste ou du Portugal de Salazar. Je pense que la comparaison avec la Turquie au sortir de la Première Guerre mondiale serait plus juste. La Turquie qui avait perdu la guerre et se trouvait dans le chaos a vu un leader autoritaire et charismatique, Mustapha Kemal (Atatürk), mener des réformes radicales et construire sur les bases du nationalisme turc une démocratie dirigée qui dure depuis plusieurs générations. L'armée a protégé le pouvoir quand il était menacé par l'islamisme (avant tout kurde), les séparatismes et les mouvements de la gauche radicale. La liberté de parole était limitée et c'est toujours le cas. Le pouvoir a concentré dans ses mains la direction de l'économie, comme le fait Poutine actuellement, et il n'a toujours pas résolu le problème kurde.

La Turquie comme la Russie a des problèmes avec son passé, prenez le génocide arménien qui n'est pas reconnu par la société. L'Allemagne elle, a analysé son passé, pas le Japon, les anciennes puissances coloniales non plus ne se sont pas excusées, ainsi en Belgique se pose le problème des massacres perpétrés au Congo sous le roi Léopold II. La Turquie est un compagnon fidèle de l'Europe, elle a contenu l'URSS, elle a stabilisé le Proche-Orient qui regorge de richesses. Pour ces raisons, l'Occident démocratique n'a pas pu avoir beaucoup d'influence sur la Turquie. Les progrès récents sont dus au fait que la Turquie veut devenir un membre à part entière de l'Union européenne.

L'émergence d'un régime semi-autoritaire, basé sur le culte de la personnalité (Poutine ou un autre) est incontournable dans les conditions historiques actuelles. Il ne faut pas attendre ni exiger une démocratisation totale de la Russie, ni une révision radicale du passé, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas encourager la Russie à respecter les libertés civiles. Le seul moyen pour cela est

de renforcer les liens amicaux avec Moscou, comprendre que le meilleur allié dans la démocratisation d'un ancien empire, c'est le temps. Le processus peut prendre des années en Russie.

## Daniel Scioli



Daniel Scioli est vice-président de l'Argentine.

### « À propos de la visite en Russie »

Source : RIA Novosti

Référence : « ..... », par Daniel Scioli, *RIA Novosti*, 19 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Cette visite en Russie est très importante pour nous. Nous sommes très reconnaissants de l'aide apportée à l'Argentine et il se trouve que nous allons bientôt fêter le 120ème anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux pays. Malgré la crise de 1998 en Russie et celle de 2001 en Argentine, nos économies vont mieux et nous sommes sortis de la crise politique. Nous nous réjouissons de voir que de nombreuses entreprises de nos deux pays veulent travailler ensemble. Je serai accompagné lors de ma visite de plus de 30 entrepreneurs qui représentent presque toutes les sphères de l'économie argentine. Je dois rencontrer le Premier ministre Mikhaïl Fradkov, le ministre des Affaires étrangères **Sergueï Lavrov** et les dirigeants du Conseil de Fédération ainsi que de la Douma.

La Russie possède les plus importantes réserves d'hydrocarbures et de sources d'énergie de la planète. Elle occupe la deuxième place mondiale après la Chine pour la croissance économique. Elle est un maillon entre l'Europe et l'Asie et sa croissance va créer un marché énorme à fort pouvoir d'achat. Le peuple russe s'est toujours distingué par son potentiel spirituel et créatif et il ne baisse jamais les bras. Nous sommes convaincus que la Russie va jouer un rôle important sur la scène internationale. Je pense que les chances sont grandes pour Moscou d'obtenir l'organisation des Jeux Olympiques, ce projet d'organisation dans une seule ville est unique. J'ai un énorme respect pour le peuple russe et je lui souhaite la paix et la prospérité.

## Austin Bay



Ancien colonel de l'US Army ayant notamment servi en Irak, Austin Bay est romancier et analystes des questions internationales.

### « Mugabe et "l'option Jean-Paul" »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Mugabe and the 'John Paul' option », par Austin Bay, *Christian Science Monitor*, 12 avril 2005.

**Robert Mugabe** est le Slobodan Milosevic africain. Il associe les pires aspects de la Guerre froide et de la « **guerre à la tyrannie** ». Comme Milosevic qui était passé du communisme au fascisme après la Guerre froide, Mugabe est passé du statut de révolutionnaire à celui de dictateur tribal kleptocrate. La grande différence est que Milosevic est en prison, pas Mugabe.

Le dictateur du Zimbabwe pourrait en démontrer à Milosevic et à **Vladimir Poutine** en ce qui concerne la fraude électorale. Il a détourné les résultats des trois dernières élections en seulement cinq ans. Pour les dernières en date, il a interdit l'entrée de la presse étrangère sur son territoire, il a interdit les manifestations sous peine de 20 ans d'emprisonnement et comme le gouvernement contrôle la distribution de nourriture, s'opposer à lui, c'est se voir acculé à la famine. Il n'y a plus que les prêtres qui s'opposent à son pouvoir. C'est pourquoi l'archevêque Pius Ncube est devenu une cible de choix. Ncube avait annoncé que les élections seraient truquées et elles l'ont été.

Le maintien de Mugabe au pouvoir est un défi à la doctrine pro-démocratie de **George W. Bush**. Pour l'instant, en invoquant son combat contre le racisme et le colonialisme, il échappe à toute critique internationale. Il peut par ailleurs compter sur le soutien du président sud-africain **Thabo Mbeki**. Ce dernier, qui vit toujours dans l'ombre de Nelson Mandela, ne veut pas s'en prendre à celui qu'il considère toujours comme un des « combattants de la liberté » du XXème siècle. Or, sans l'Afrique du Sud, tout régime de sanction international est vain. Que faire ? La mort de Jean-Paul II a laissé les élections au Zimbabwe dans l'ombre, mais il existe pourtant une « option Jean-Paul » : un pape africain pourrait permettre de mettre la pression sur les dictatures africaines. Un pape africain pourrait inspirer l'Afrique comme Jean-Paul II a inspiré l'Europe de l'Est. Ce serait un premier pas pour mettre Mugabe en prison.